

**UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES**



---

**Rapport sur les violations des droits de journalistes au Burundi**

---

**Rapport de Juin à Août 2021**

**Alex**

**08/09/2021**

**Ce rapport traite des violations des journalistes au Burundi**

## 0. Introduction

Les affirmations du gouvernement burundais d'une presse libre et indépendante tranchent avec ce que vivent les professionnels des médias sur le terrain au jour le jour.

Au cours de ce trimestre, des professionnels des médias se sont vus refuser l'accès à certains événements dans une ultime tentative de cacher la vérité, privant ainsi aux citoyens le droit à l'information. Dans l'optique de maintenir le système de pensée unique véhiculé par les médias proches du gouvernement, des autorités administratives s'arrogent le droit d'interdire les citoyens d'écouter certaines stations de radios. Ce qui n'est rien d'autre qu'une infantilisation du citoyen en décidant ce qui est bon ou mauvais pour lui.

Alors que le Chef de l'Etat avait enclenché un dialogue entre les médias et le pouvoir, la confiance prônée est loin d'être acquise dans la mesure où le président Evariste Ndayishimiye ne cesse de lancer des attaques verbales contre des journalistes indépendants, dont Esdras Ndikumana et Antoine Kaburahe. Il s'agit ici d'une mise en garde implicite à tous les journalistes burundais pour qu'ils ferment les yeux et les oreilles sur les dossiers brûlants comme la gestion désastreuse du Covid-19.

Dans l'entre-temps, le principal média du gouvernement, la radiotélévision nationale se trouve confronté à une grogne des journalistes qui dénoncent un traitement inéquitable du gouvernement en rapport avec le déblocage de leurs annales.

Ce trimestre a aussi vu la détention arbitraire d'un journaliste arrêté dans l'exercice de son métier.

### 1. Attaques verbales contre des journalistes en public

Pour avoir osé informer sur des chiffres qui montrent une augmentation des cas de Covid-19 dans le pays, le journaliste de la Radio France Internationale RFI et de l'agence France presse AFP Esdras Ndikumana a été frappé d'anathème et traité d'oiseau de mauvais augure.

Lors d'un festival qui a clôturé la semaine dédiée à la diaspora proche du pouvoir, le 20 août, le président Evariste Ndayishimiye s'en est pris violemment à Esdras Ndikumana, qu'il accuse de vouloir détruire le pays.

*« Il y a un Burundais qui est attristé parce que le coronavirus ne nous a pas encore terrassés. Vous ne l'entendez pas sur les radios ? Il est de RFI. Imaginez quelqu'un, un Burundais de surcroît qui affirme que les hôpitaux sont saturés, que les gens ne savent plus où donner de la tête pour se faire soigner à cause du Covid-19. ... il rêve de voir les Burundais se massacrer, mourir. Dites-lui ceci : continue à leur souhaiter des malheurs, mais Dieu est vivant. »*

Les propos du président ont été diffusés sur la radio Rema FM proche du parti au pouvoir. Ce qui a permis à de nombreux auditeurs absents des festivités et surtout aux

professionnels des médias d'entendre, éberlués, le Chef de l'Etat vilipender ce journaliste dont le seul tort a été de faire son métier d'informer correctement sans caresser le pouvoir en place.

Pourtant, la gestion désastreuse du Covid-19 devrait interpeller tout professionnel des médias digne de son nom. Mais au lieu d'interroger les services compétents sur les vraies statistiques de Covid-19 et prendre les mesures qui s'imposent, il a récidivé lors de sa rencontre avec les jeunes entrepreneurs de la mairie de Bujumbura le mardi 31 août en accusant Esdras Ndikumana et Antoine Kaburtahe, fondateur du groupe de presse Iwacu, de promouvoir la pauvreté et de détruire le pays.

« *Nous restons maintenant avec deux journalistes qui détruisent notre pays. L'un s'est ravisé. On m'a dit que Kaburahe ne le fera plus. Dites-lui que c'est bien* », a déclaré le président Ndayishimiye.

Tout cela, a prouvé, si besoin était, que la confiance entre les professionnels des médias et le pouvoir prônée par le Chef de l'Etat au début de cette année reste dans le domaine de vœux pieux. Par ses attaques répétées contre les journalistes, le chef de l'Etat a implicitement mis en garde les professionnels des médias au Burundi sur la manière de traiter les questions de l'heure.

La tolérance zéro donc pour toute voix qui contredit le régime reste de mise. Si le président s'en prend aux professionnels des médias vivant à l'étranger, on se demande à juste titre ce qui arriverait à un journaliste se trouvant dans le pays, qui rapporterait des informations qui ne plaisent pas au régime. En tout cas les professionnels des médias au Burundi sont avertis, tout est beau dans le meilleur des mondes au Burundi, et c'est cela qu'il faut dire pour se fondre dans un système de pensée unique instauré par le régime. Tout le reste, il ne faut pas le voir ou l'entendre, c'est à laisser aux oiseaux de mauvais augure.

Dans son message de soutien, l'organisation RSF condamne vigoureusement ces attaques répétées contre le journaliste de RFI. RSF exhorte le président Ndayishimiye « à combattre l'épidémie plutôt que les journalistes ». Pour RSF, « porter atteinte à la liberté de la presse pendant la crise sanitaire, c'est contribuer à affaiblir les efforts pour venir à bout du virus », a ajouté RSF. D'autres, tels l'Union Burundaise des Journalistes, Radio France Internationale ou encore Human Right Warch, ont également condamné les attaques du président Evariste Ndayishimiye contre les journalistes, estimant que ses propos sont extrêmement dangereux pour la liberté de la presse au Burundi.

## **2. Refus d'accès à l'information**

Lors du lancement de la semaine de la diaspora le 27 juillet dans la capitale économique Bujumbura, certains médias ont été sommés de vider les lieux après la séance d'ouverture. Selon le groupe de presse Iwacu, ses reporters ont été écartés de l'évènement dès la première journée. Les services du protocole se sont contentés de notifier aux médias exclus de cette séance de débat qu'il y a des médias qui y ont été conviés. « *Nous avons des médias comme la RTNB, Rema, Isanganiro et Mashariki TV que nous avons invités* », ont précisé les agents.

Les professionnels des médias déplorent cette sélection des médias faite sur une base aussi subjective qu'illégale. Illégale car les professionnels des médias ont le droit d'accéder aux sources d'information en toute indépendance. Le choix s'est opéré aussi d'une façon subjective dans la mesure où les critères de sélection des médias à participer au débat n'ont pas été clarifiés.

Lors de l'inhumation le 30 juin, des victimes de l'attaque de Rutegama sur la route Gitega - Bujumbura, tous les professionnels des médias y compris ceux des organes de l'Etat ont été empêchés de couvrir cet événement.

Selon le journal en ligne SOS Médias Burundi, même un correspondant de l'ABP (Agence Burundaise de Presse) s'est vu refuser le droit de prendre des photos. Le journal parle des jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir qui circulaient dans les rangées pour vérifier si personne n'utilisait son téléphone.

Il faut dire que le modérateur du jour avait expressément averti les personnes présentes à cet événement que l'utilisation des téléphones pour la prise des photos était strictement interdite. *« Il y a ceux qui ont été chargés de le faire. Toute autre personne qui le fait sera sanctionnée et son téléphone confisqué »*, a-t-il averti.

Ceux qui étaient chargés de le faire et dont parlait le modérateur sont des policiers affectés à la cellule communication du ministère en charge de la sécurité publique. Seulement voilà, ceux-là n'ont aucun contrat avec le public de rendre compte de ce qui se passe. Un blackout total a été donc imposé sur cet événement si bien que les citoyens burundais n'ont jamais su ce qui s'est réellement passé ce jour-là.

D'aucuns se demandent alors ce que veut cacher le gouvernement. Depuis le jour de l'attaque, aucune communication du gouvernement sur le bilan n'a été faite. Certaines sources affirment que le gouvernement veut cacher le nombre de personnes tuées dans cette attaque.

### **3. Une ségrégation qui n'en dit pas son nom**

L'invitation des journalistes pour la couverture des activités de la primature le 19 août a de quoi surprendre. Les services de la primature ordonnent aux responsables des médias de donner l'identité complète des journalistes, des informations qui n'ont rien à voir avec le travail qu'ils sont appelés à faire.

Qu'est-ce que le numéro de la carte d'identité, la colline natale, la commune et la province d'origine du journaliste ont à voir avec la couverture des activités du premier ministre ?

Les journalistes disposent normalement des cartes de presse, et si la primature voulait l'identification du journaliste, le nom et prénom, l'organe de presse et la carte de presse suffisaient pour avoir accès à cet événement.

C'est pourquoi les professionnels des médias y ont vu d'autres visées qui n'ont rien à voir avec le métier. Certains penchent pour une volonté délibérée de diviser les professionnels

selon des critères non avoués. D'autres estiment plutôt que les services de l'état veulent avoir l'identité complète du journaliste pour pouvoir suivre leur travail et le cas échéant, leur taper sur les doigts, en fonction de leurs origines.

#### **4. Des citoyens contraints d'écouter les stations de radio sélectionnées**

Les habitants de certaines localités de Ngozi au nord du Burundi ont reçu l'ordre de ne plus écouter les informations de la radio Voix de l'Amérique qu'ils captent facilement sur la modulation de fréquence 104.3 à partir du Rwanda. Depuis le début du mois de mai, les responsables administratifs et les responsables du parti au pouvoir de ces localités menacent d'arrestation toute personne qui sera attrapée en train d'écouter cette radio ou les stations de radio rwandaises.

Les habitants de ces localités sont donc obligés de se cacher pour écouter les informations. Selon certaines informations, les Imbonerakure sillonnent les localités pour vérifier si il n'y a pas d'attroupement autour d'une radio.

Le propriétaire d'un bar a été détenu pendant 6 jours avec 6 de ses clients avant d'être relâchés après paiement d'une amende de 80 mille francs burundais.

Le Conseil National de la Communication a suspendu les programmes de la VOA et la BBC en 2018. Mais aucune loi n'interdit aux citoyens d'écouter ces stations de radio sur différentes plateformes.

A noter cependant que les citoyens de l'intérieur du pays restent avec peu de choix car malgré la multitude de stations de radios au Burundi, seules cinq peuvent émettre sur tout le territoire national.

#### **5. Arrestation abusive**

Le journaliste Fabrice Iranzi, fondateur de l'hebdomadaire en ligne "RegionWeek» a été brièvement interpellé par les services de sécurité le 11 juin 2021 et enfermé dans les cachots du Service national des renseignements. Selon certaines informations, il était accusé d'avoir pris des photos d'un jeune homme dépendant de la drogue qui était en train d'être tabassé.

Ceci dénote une violation flagrante de la loi sur la presse car les services de sécurité auraient dû arrêter ceux qui violaient les droits du jeune homme et non le journaliste qui ne faisait que son métier.

#### **6. Toujours pas de justice pour Jean Bigirimana cinq ans après sa disparition**

Le 22 juillet 2021, le monde de la presse burundaise se souvient de la disparition du journaliste Jean Bigirimana du journal Iwacu, mais continue de s'interroger, avec des questions sans réponses. Le jour de sa disparition, Jean Bigirimana a répondu au rendez-vous d'un homme qui, lui-même, a été porté disparu, juste au moment où les reporters du journal Iwacu entamaient une enquête sur la disparition de leur collègue. Depuis, le journal

a porté plainte contre X, mais il n'y a jamais eu de suite, ni de la part de la police, ni de la justice.

A travers un communiqué, l'Union Burundaise des Journalistes déplore cette inertie de la justice burundaise qui laisse la famille de Jean Bigirimana et celle des journalistes burundais en général dans l'ignorance totale de ce qui s'est passé au cours de cette triste journée du 22 Juillet 2016.

*« Nous exhortons à nouveau la justice burundaise à se mettre à l'œuvre et à ne pas rester silencieuse et laxiste face aux multiples appels pour que le cas Jean Bigirimana ne reste pas impuni et qu'enfin sa famille sache la vérité »,* a appelé Alexandre Niyungeko.

L'UBJ réitère son soutien à l'épouse et aux enfants de Jean Bigirimana aujourd'hui en exil, suite aux intimidations et menaces qu'ils ont subies après la disparition de l'être qui leur était le plus cher

L'Union Burundaise des Journalistes profite de cette triste commémoration pour condamner avec la dernière énergie la politique de musèlement de la presse au Burundi. *« C'est sans réserve que nous condamnons encore une fois les crimes commis contre les journalistes et la persécution permanente dont ils font l'objet, a dit Alexandre Niyungeko, président de l'UBJ. Mais nous resterons toujours au service de la population qui a tant soif d'information, quelle que soit la situation »,* a-t-il ajouté.

L'UBJ encourage les journalistes burundais en général et ceux du journal Iwacu en particulier à garder le cap et à ne pas se laisser abattre par les difficiles conditions dans lesquelles ils font leur métier

## **7. Pas de solutions en vue pour les médias sous sanctions**

Il y a environ 3 mois, le président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, avait demandé aux instances habilitées de mener des consultations avec les responsables des médias fermés pour voir comment ces médias peuvent reprendre leurs activités. Jusqu'ici, seuls la rubrique des commentaires du Groupe de Presse IWACU, le Journal IKIRIHO, la Radio Bonesha FM ont repris leurs activités. L'opinion publique en général et le monde médiatique en particulier se demande pourquoi la Radio BBC et la VOA ne reprennent pas leurs émissions sur au Burundi.

Au cours d'une réunion tenue le 26 août 2021, les membres du Conseil National de la Communication CNC ont analysé la situation de ces médias qui sont sous sanctions, à savoir la BBC et la VOA. Le CNC a indiqué que la BBC a envoyé un émissaire sur place pour suivre de près le dossier. Cependant ces médias indiquent que la balle est dans le camp du CNC. Le CNC a en effet exigé à la VOA la démission de l'un de ses journalistes que Gitega accuse de putsch, une demande inacceptable pour la VOA. De même, la convention que le CNC demande à la BBC de signer avant la levée des sanctions n'est pas du goût de ce media car certaines clauses sont calquées sur celles des radios locales et ne peuvent pas s'appliquer sur la BBC.

## **8. Malaise à la radiotélévision nationale du Burundi**

Le malaise est de plus en plus perceptible à la RTNB, la radiotélévision nationale. Les journalistes se plaignent du non ajustement de leurs salaires. Des voix commencent à s'élever ici et là, affirmant que les revendications du personnel de la RNTB sont légitimes. Une certaine opinion pense que le gouvernement devrait comprendre que les professionnels des médias, publics ou privés, exercent des métiers qui exigent une disponibilité permanente. Ces métiers comportent aussi beaucoup de contraintes professionnelles, des risques et même, pour de nombreux journalistes, producteurs de programmes, ingénieurs et techniciens, des risques pour leur sécurité personnelle.

Ils en veulent pour preuve les médias qui ont été détruits, incendiés et des centaines de journalistes burundais poussés à l'exil et toujours considérés comme des ennemis publics par les pouvoirs. Et de rappeler des noms des professionnels des médias tant publics que privés qui ont été assassinés, portés disparus et poussés à l'exil.

Tous ces facteurs viennent militer en faveur de l'ajustement salarial des professionnels des médias de la radiotélévision nationale du Burundi. Ces voix indiquent cependant que même ces professionnels devraient lutter pour que leurs droits soient respectés par les pouvoirs publics dont ils sont employés.

## **9. Où est passé le fonds d'aide aux médias ?**

Alors que le gouvernement promet depuis des années déjà un fond d'aide aux médias, les médias burundais attendent toujours le déblocage de ce fonds.

Pourtant certains de ces médias travaillent dans des conditions désastreuses et un coup de pouce ne serait pas de trop.

La ministre en charge de la communication reconnaît ces difficultés et appelle les partenaires techniques et financiers pour appuyer notamment la radio Bonesha FM qui est l'une des stations de radio qui galère depuis sa réouverture après cinq ans de suspension.

Ce plaidoyer de la ministre a été lancé lors d'une visite de cette personnalité dans les locaux de cette radio, c'était ce 22 juin 2021. La ministre Marie-Chantal Nijimbere a fait un constat amer que cet organe de presse est toujours surendetté et manque d'équipements, d'où elle interpelle les partenaires au renforcement de la capacité de ses professionnels ainsi que l'octroi des fonds pour le paiement des salaires de son personnel sans oublier les équipements ;

## **Conclusion**

Alors que le monde des médias burundais attendait des relations assainies après l'annonce du président de la république en début d'année 2021, les lignes semblent ne pas bouger. Les professionnels des médias font non seulement face au déni du droit d'accéder aux sources d'informations mais aussi ils sont supposés suivre les directives du pouvoir pour le traitement des informations. En s'attaquant à des professionnels des médias en public, le président Evariste Ndayishimiye a de facto envoyé un message aux professionnels des

médias au Burundi sur la manière de traiter les questions de l'heure. Le Burundi est donc loin de la liberté d'expression car le pouvoir veut mettre au pas tous les journalistes et ceux qui ne flattent pas le pouvoir sont accusés de vouloir détruire le pays.